



Versement 1385 W 1-40

Identification

Intitulé/ Analyse : Travaux d'équipements routiers et touristiques

Dates extrêmes : 1971 ~ 1994

Importance matérielle : 1 ml

Contexte

Services producteurs : Direction départementale de l'Équipement.
Aube. Conseil général, direction du génie civil et des transports.

Aube. Conseil général, direction des routes et du logement, modernisation des routes départementales, bureau d'études.

Service versant : Aube. Conseil général, direction des routes et du logement, modernisation des routes départementales, bureau d'études.

N° d'entrée du versement : 55581

Date d'entrée du versement : 01.08.2006

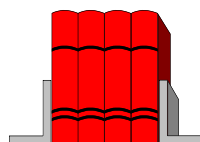
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiate

Fin communicabilité : 2034

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : novembre 2007



Présentation

Présentation des services producteurs

Histoire administrative des services

La direction départementale de l'Équipement

L'année 1967 voit la création d'un grand ministère de l'Équipement, à partir de la fusion entre le ministère des Travaux publics et des Transports, et celui de la Construction. Ce ministère s'appuie sur le corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées, et des ingénieurs des travaux publics de l'État.

L'Équipement s'organise très rapidement et les services extérieurs refondus donnent naissance aux Directions départementales de l'Équipement (DDE.)

Dans le contexte issu de la 1^{re} décentralisation (les lois de décentralisation votées entre 1982 et 1985), la DDE est un service technique d'aménagement à la disposition de l'État pour conduire ses politiques, et des collectivités territoriales pour les missions qu'elles lui confient.

La DDE intervient dans les principaux domaines suivants :

- aménagement routier, entretien et exploitation des routes et de la sécurité ;
- urbanisme, habitat et construction ;
- maîtrise d'œuvre et conduite d'opération en matière de voirie et de réseaux divers, aménagement urbain et de bâtiment ;
- gestion du patrimoine aéronautique civil et militaire ;
- transports terrestres.

Dans le cadre de cette décentralisation, le Conseil général de l'Aube crée une direction afin d'assumer les nouvelles missions dévolues au Département.

La direction du génie civil et des transports

En 1988, la direction du génie civil et des transports, placée sous l'autorité directe du président du Conseil général, est chargée du domaine routier.

Elle est composée de cinq services, dont deux ont produits les documents versés ici :

- le service programmation chargé, entre autres, de la gestion des crédits du bureau des marchés ;
- le service d'études techniques, chargé de l'établissement des dossiers de consultation des entreprises et des études routières.

En 1991, une restructuration de la direction donne naissance à la direction des routes et du logement.

La Direction des routes et du logement

Ses services ont pour mission de veiller à la mise en application de la politique départementale définie dans les domaines relatifs à l'aménagement du territoire, l'utilisation des ressources énergétiques, et les opérations d'urbanisme.

Jusqu'en 2006, cette mission se décline en plusieurs volets :

- propriété et responsabilité de 4 200 Km de routes départementales
 - o élargissement et renforcement des chaussées
 - o renouvellement des enduits,
 - o entretien et réparations
 - o entretien des abords
- contribution aux routes nationales
 - o co-financement avec l'Etat et la Région Champagne-ardenne dans le cadre de grands projets
- contribution aux routes communales
 - o subventions aux communes pour construction de bordures de trottoirs et caniveaux

Le rôle du service "bureau d'études" est d'effectuer des études techniques relatives à la modernisation des routes départementales, d'élaborer des projets d'aménagement (routes ou touristiques) ainsi que des projets d'entretien des ouvrages d'art.

En 2006, une restructuration de la direction des routes et du logement, donne naissance à deux directions, la direction des routes et de l'action territoriale et la direction des aménagements et infrastructures.

Présentation du contenu du versement

Ce versement présente les études et les travaux effectués sur des projets structurants ou phares du département : la rocade ouest, la base nautique de Dienville, ainsi que les missions du service, notamment la sécurisation des routes départementales.

Tris et éliminations pratiqués

Aucun tri n'a été pratiqué dans ces dossiers.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le classement adopté est thématique.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

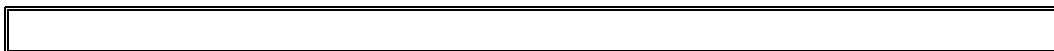
Le code du patrimoine (livre II) fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

La majeure partie de ce versement est communicable, notamment les documents concernant la voirie et le réseau routier, ces documents n'ayant plus de caractère préparatoire.

Cependant, quelques dossiers sont protégés en vertu du secret en matière industrielle et commerciale. Les dossiers de consultation des entreprises sont visés par cette réserve. En effet, les mentions relatives aux moyens techniques et humains, à la certification de système qualité, aux certifications tierces parties ainsi qu'aux certificats de qualification concernant la prestation demandée, ainsi que toute mention concernant le chiffre d'affaires, les coordonnées bancaires et les références autres que celles qui correspondent à des marchés publics sont protégés.



Par conséquent, compte tenu de la présence de pièces administratives (mentions relatives aux moyens techniques et humains...) fournies par les entreprises, protégées par le secret industriel et commercial, la communicabilité des références suivantes est portée à 30 ans à compter de la date de clôture du dossier : 1385W 20, 1385W 23, 1385W 25, 1385W 40.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1 – 22	Rocade ouest, étude et construction.	1971 – 1984
23 – 31	Commune de Dienville. ~ Base nautique, travaux d'aménagement.	1990 – 1992
32 – 37	Routes départementales. ~ Sécurisation	1983 – 1994
38 – 40	Commune de Mesnil-saint-Père. ~ Parc naturel de la forêt d'Orient, aménagement.	1971 – 1982

1385 W 1 - 22 Rodeade ouest. - Etude et construction
--

1971 - 1984

1385 W 1 - 12 Section comprise entre la route nationale 60 et la route nationale 77

1385 W 1 - 3 Etudes préalables

1973 - 1975

1385 W 1 Intégration dans le site, étude : photos aériennes, plans

1973 - 1973

1385 W 2 Implantation, enquête parcellaire : plans

1973 - 1975

1385 W 3 Implantation, faisabilité du projet : notes de calcul, plans.

1974 - 1975

1385 W 4 - 11 Route nationale 60.- Sainte-Savine. Echangeur, mise en place
1981 - 1984

1385 W 4 Modification et mise en place des réseaux : plans, correspondance, mémoire de dépenses

1981 - 1982

1385 W 5 Détermination des dénivelées : carnets de nivellement, carnets de levées

1980 - 1980

1385 W 6 - 11 Passage inférieur de la route nationale 60

1981 - 1984

1385 W 6 Franchissement souterrain d'une nappe, étude : rapport, correspondance

1982 - 1984

1385 W 7 Station de pompage.- Implantation : plans, schémas, correspondance (1982). Dispositif d'alarme : correspondance, facture (1983)

1983 - 1983

1385 W 8 Construction : compte rendu de réunion de chantier, plans (1981-1982) ; Glissières de sécurité, pose : plan, correspondance, facture (1983)

1981 - 1983

1385 W 9	Matériaux de construction, densité : procès-verbaux de tests et d'essais	1983 - 1983
1385 W 10	Signalisation verticale, mise en place : plans, correspondance	1983 - 1983
1385 W 11	Aménagement paysager, projet : plans, correspondance	1983 - 1983
1385 W 12	Rue Henri Barbusse	
1385 W 12	Modification d'alignement : plan, correspondance	1983 - 1983

1385 W 13 - 14 Section comprise entre la route nationale 19 et la route nationale 77

1385 W 13	Enquête parcellaire : plans (1977). Dossier de consultation : plans (1978). Implantation : plan (1978)	1977 - 1978
1385 W 14	Carrefour Sarraill. Signalisation verticale, mise en place : plans	1979 - 1980

1385 W 15 - 22 Section comprise entre la route nationale 71 et la route nationale 77

1385 W 15	Boulevard ouest. Prolongement : plan général (1971).	1971 - 1980
1385 W 16	Assainissement, modifications : plan général, plans	1975 - 1980
1385 W 17	Conférence mixte. Concertation, dossier de consultation : plans, correspondance. Réseaux souterrains, mise en conformité : correspondance, procès-verbaux de réunion	1977 - 1977
1385 W 18	Carrefour entre la route nationale 71 et les communes de Buchères et Bréviandes, aménagement : notice explicative, plans	1978 - 1978
1385 W 19	Route nationale 77-route nationale 71, implantation de l'axe : plan, correspondance (1979). Voies rapides de Troyes : plans (1980). Dossier de consultation des entreprises : plans, profils en travers (1978-1980)	1978 - 1980

1385 W 20	Echangeur sur la route nationale 71, construction : dossier de consultation des entreprises	1980 - 1980
1385 W 21	Matériaux de construction, densité : procès-verbaux de tests et d'essais	1983 - 1983
1385 W 22	Vienne. Variations des niveaux, étude : plans	1984 - 1984

1385 W 23 - 31 Commune de Dienville. Base nautique, travaux d'aménagement.

1990 - 1992

1385 W 23	Terrassements complémentaires : dossier de consultation des entreprises, plans	1990 - 1990
1385 W 24	Parking de commerce, construction: plans.	1992 - 1992
1385 W 25	Parking de visiteurs et voiries internes, construction: dossier de consultation des entreprises	1991 – 1991
1385 W 26	Pêche. - Conditions de pratique : correspondance (1991). Parcours de pêche, aménagement : plans (1992). Accès, aménagement : correspondance (1992). Abri, construction: projet (1992).	1991 - 1992
1385 W 27	Aménagements paysagers.- Base nautique. Capitainerie : plans.	1992 - 1992
1385 W 28	Eclairage public, extension : correspondance, décompte estimatif, plan	1992 - 1992
1385 W 29	Aire de jumping, construction : plans, bordereau des prix, détail estimatif	1992 - 1992
1385 W 30	Voirie et réseaux divers. Giratoire, travaux : plan	1990 - 1990
1385 W 31	Matériel de coupe, acquisition : correspondance	1992 - 1992

1385 W 32 - 37 Routes départementales. - Sécurisation**1983 - 1994**

1385 W 32	Diffuseur Chemin départemental 442 - route nationale 19, aménagement : plan, correspondance	1989 - 1989
1385 W 33	Commune de Lesmont, déviation : plans, plan d'occupation des sols, étude environnementale, photographies	1983 - 1987
1385 W 34	Route départementale 19 et chemin départemental 147. - Giratoire, aménagement : plan, correspondance	1989 - 1989
1385 W 35	Commune de Saint-Thibault. - Route départementale 1 et route départementale 93. Carrefour, aménagement : plan, photographies, correspondance	1990 - 1990
1385 W 36	Commune de Ferreux-Quincey. - Route départementale 442 et route départementale 51. Carrefour, aménagement : plan, photographies, correspondance	1991 - 1994
1385 W 37	Accidentologie, synthèse : listes	1988 - 1993

1385 W 38 - 40 Commune de Mesnil-saint-Père. - Parc naturel de la forêt d'Orient, aménagement.**1971 - 1982**

1385 W 38	Terrains, concessions : conventions	1977 - 1977
1385 W 39	Zones commerçantes, projet : plan	1982 - 1982
1385 W 40	Assainissement. - Station d'épuration, fonctionnement : étude (1982). Extension : plan du réseau, plans	1971 - 1982

